

PCF
Parti communiste français

PCF 77 Espace Liberté - 264 Rue de la Justice - BP 118
77004 MELUN CEDEX - tél : 01.64.79.75.10 - Fax 01.64.79.75.15
e-mail : pcf77@wanadoo.fr site internet : www.77pcf.fr

INFO

**Seine
et
Marne**

4 Juillet 2012

déclaration d'André Chassaigne président du groupe GDR 3 juillet 2012 à l'Assemblée nationale

“**extrait**” Lors des scrutins de ce printemps, les Français ont souhaité tourner la page de dix années de politique de droite. Ils ont sanctionné une méthode de gouvernement brutale et inconséquente. Ils ont aussi exprimé leur défiance à l'égard d'une politique économique incapable de juguler la hausse du chômage et de relancer l'économie. Une politique qui a aggravé les effets de la crise par la multiplication de mesures d'austérité.

L'échec est patent et le bilan du dernier quinquennat calamiteux.

La Cour des comptes soulignait, hier, que **la dette** a augmenté ces cinq dernières années de près de 600 milliards d'euros, soit une hausse de plus de 40%. La crise n'explique pas tout. Elle n'a pesé que pour un peu plus d'un tiers dans le déficit actuel. Le niveau des dépenses publiques n'est pas non plus en cause : leur part dans la richesse nationale n'a cessé de diminuer depuis quinze ans. Les causes des difficultés sont à chercher ailleurs, dans

les choix politiques désastreux opérés en matière budgétaire et fiscale, l'allègement de la fiscalité des plus fortunés, les quelques 172 milliards d'euros de niches fiscales et d'exemptions sociales accordées aux entreprises, notamment les plus grandes d'entre elles, sans la moindre contrepartie en termes d'emplois...

Indépendamment de la détérioration des comptes publics, faut-il rappeler que le chômage touche aujourd'hui près de 5 millions de nos concitoyens ? Que le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté a augmenté de plus de 20% depuis 2002, parmi lesquelles un nombre croissant de travailleurs pauvres ? Faut-il rappeler aussi que les plans sociaux se multiplient, tandis que notre balance commerciale affiche un déficit de quelques 70 milliards d'euros ?

C'est donc bien d'urgence économique et sociale dont il faut parler !

Aussi, ce que les Français attendent de nous, ce n'est pas de nous engager dans la spirale de la rigueur, mais d'œuvrer au contraire à la relance de



**2^e RENDEZ-VOUS NATIONAL
DES DIFFUSEURS DE LA VIGNETTE-BON DE SOUTIEN
ET DES ARTISANS DE LA FÊTE**

MARDI 10 JUILLET
à partir de 18H30

FÉDÉRATION PCF DU VAL-DE-MARNE • MAISON DES COMMUNISTES
45 RUE MARAT • 94 200 IVRY-SUR-SEINE

AVEC
PIERRE LAURENT, SECRÉTAIRE NATIONAL DU PCF &
PATRICK LE HYARIC, DIRECTEUR DE L'HUMANITÉ

**ENSEMBLE, PRÉPARONS ET RÉUSSISSONS UNE GRANDE
FÊTE DE L'HUMANITÉ 2012**

Transport : Métro - Ligne 7
Station : Mairie d'Ivry

l'activité, de nous émanciper des approches comptables pour bâtir les instruments d'une nouvelle donne économique et sociale.

Ce qu'ils attendent, c'est que s'ouvrent des perspectives nouvelles, dans le souci de l'intérêt général et le respect des principes d'égalité et de justice. Nous ne le dirons jamais assez : **nous n'avons pas le droit de décevoir cette espérance de changement. Nous avons une obligation de résultat.**

Et nous formulons pour cela des propositions de nature à sortir le pays de la crise et répondre aux attentes.

Parmi ces propositions figure bien entendu **la réorientation promise de la politique européenne.**

A cet égard, les conclusions du sommet européen qui s'est tenu la semaine dernière ne sont guère encourageantes.

Ce sommet a certes permis la mise en place du **pacte de croissance** que le Chef de l'Etat appelait de ses vœux. Mais sa portée est trop modeste. Ce paquet de quelques 120 milliards d'euros, niché en annexe des conclusions du Conseil européen, n'aura pas la force juridique du pacte budgétaire. L'enveloppe, constituée pour moitié de fonds déjà votés, ne représente au total qu'1% du PIB européen. Cela ne suffira pas à exercer l'effet de levier attendu sur l'activité.

Cette maigre avancée se paie surtout de contreparties que nous jugeons dangereuses, disons même inacceptables. Le donnant-donnant conclu à Bruxelles laisse en effet en l'état le fameux **Pacte budgétaire**. Destiné avant tout à rassurer les marchés financiers, ce traité ne s'attaque à aucune des causes de la crise actuelle. Il en aggrave au contraire les conséquences en durcissant les politiques d'austérité et en consacrant la mise sous tutelle européenne des politiques économiques et budgétaires nationales. D'ores et déjà, Monsieur le Premier ministre, une grande partie de vos annonces d'aujourd'hui subiront le couperet de ce traité européen. Nous n'avons, pour notre part, cessé de le dénoncer et continuerons à le faire. François Hollande avait lui-même souligné la nécessité de le renégocier afin de permettre à la BCE de financer directement les Etats et de mettre en place des instruments de coopération et de solidarité. Ces propositions allaient dans le bon sens. Il est indispensable en effet que la BCE fasse usage de son pouvoir de création monétaire pour refinancer les besoins d'emprunt des Etats européens, développer les services publics, favoriser le développement social et la transition écologique. Il n'est pas moins indispensable d'œuvrer à

l'harmonisation des normes sociales et fiscales, de mettre un terme à la concurrence fiscale et sociale, qui détruit des centaines de milliers d'emplois et s'attaque, au nom de la compétitivité, au cœur de notre modèle social.

Vous venez de confirmer, Monsieur le Premier ministre, **la demande du Président de la République de faire ratifier « rapidement » par le Parlement le Pacte budgétaire.** Nous estimons, quant à nous, qu'il est indispensable que les concitoyens soient consultés par référendum. Seul un débat démocratique avec une large participation populaire peut légitimement trancher sur la nécessité de nous conformer à un traité qui bafoue la souveraineté du peuple.

La vraie question qu'une majorité de nos concitoyens se pose est de savoir quelle politique mettre en œuvre au plan national et européen pour éviter que les marchés imposent leur loi aux Etats.

Le retour à l'équilibre budgétaire qui sert en ce moment à justifier dans l'Europe entière les politiques de réduction des dépenses publiques n'est qu'un leurre. On ne sortira pas de la spirale actuelle en enfonçant les économies dans la récession. Rien n'oblige, à part les exigences drastiques des marchés financiers, à revenir en quelques années à l'équilibre, alors que nous vivons dans des situations de déficit depuis des dizaines d'années.

La sagesse commande au contraire de réviser ce calendrier, de se doter d'un plan à moyen terme pour réduire le déficit public, d'étaler le redressement et le construire sur des bases saines. L'enjeu est de faire reposer ce redressement sur la croissance, l'investissement et l'emploi.

Vous avez dévoilé quelques-unes des lignes directrices de votre future politique de « rééquilibrage » fiscal. Le relèvement de la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu, le rétablissement du barème de l'ISF, la disparition du dispositif d'exonération de charges sociales sur les heures supplémentaires pour les entreprises de plus de 20 salariés, l'imposition des revenus du capital au même niveau que ceux du travail, l'instauration d'une taxe de 3% sur les dividendes distribués aux actionnaires... Autant de mesures qui vont dans le bon sens, comme la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale.

Mais il est essentiel d'engager une réforme encore plus profonde et globale de la fiscalité afin de la rendre plus redistributrice, plus juste et plus efficace économiquement. Nous devons renverser la logique actuelle : rétablir la progressivité de l'impôt sur le revenu par une refonte du barème ; ré-

duire l'influence des impôts proportionnels comme la TVA, impôt injuste par excellence ; supprimer la TVA sur les produits de première nécessité ; faire cesser ce scandale que 80 % des revenus du capital échappent aujourd'hui à l'impôt sur le revenu ? Nous nous réjouissons de l'annonce de la suppression de la TVA dite « sociale », qui n'avait d'autre but que de permettre aux entreprises de se défausser de leur part de la solidarité nationale. Mais en ce domaine aussi, nous devons être porteurs d'une autre ambition. Les allègements de cotisations sociales atteignent aujourd'hui 30 milliards d'euros. La Cour des comptes estime que les trois quarts de ses exonérations de cotisations sociales ne bénéficient pas à l'emploi. Nous devons en tirer les conséquences.

Ce qui coûte à l'économie et ce qui plombe nos comptes sociaux, ce n'est pas le coût du travail, c'est la part croissante de la richesse produite versée en intérêts et dividendes. En quinze ans, la part des dividendes dans la valeur ajoutée des entreprises est passée de 24 % à 36 %. C'est la preuve qu'existe en France non pas un problème de coût salariaux mais un problème de coût financier. Comme le rappelait récemment l'économiste Jean-Marie Harribey, « un sixième de la rémunération du capital suffirait aujourd'hui à couvrir les besoins de financement de la sécurité sociale. »

Pour redresser nos comptes publics et sociaux, l'exigence est de mettre un terme à cette confiscation de la richesse nationale. Pourquoi ne pas moduler l'impôt des entreprises selon qu'elles investissent et créent des emplois ou bien au contraire versent des dividendes ? Pourquoi ne pas plafonner les salaires des dirigeants d'entreprises comme des opérateurs de marchés ?

Il ne s'agit pas de simplement moraliser le capitalisme mais de promouvoir une autre répartition des richesses entre capital et travail.

Nous avons bien entendu conscience que la mise en œuvre d'une fiscalité plus juste et plus efficace ne suffira pas à elle seule à résorber le déficit. Mais nous ne croyons pas aux vertus de la baisse des dépenses.

Dans votre lettre de cadrage adressée aux ministres, vous recommandez, Monsieur le Premier ministre, de « stabiliser en valeur les dépenses de personnel ». La Cour des comptes recommande quant à elle de faire reposer cette stabilité sur la réduction de 30000 postes et le gel du point d'indice.

Je le dis tranquillement : après l'annonce d'une hausse minimaliste du SMIC, c'est une seconde

très mauvaise nouvelle.

Comment en effet prétendre relancer la croissance en éteignant tous les moteurs possibles de cette relance ? Où sont les perspectives sans hausse des salaires, sans investissements publics, sans mobilisation du crédit bancaire, sans relance de l'emploi industriel ?

À l'instar des économistes Paul Krugman et Richard Layard, qui ont publié dans le Financial Times un manifeste pour « le retour à la raison économique », nous pensons que d'autres choix sont possibles : renégocier, nous l'avons dit, le pacte budgétaire européen, remettre la main sur les leviers du secteur bancaire avec la création d'un pôle public bancaire et financier pour mobiliser l'argent nécessaire, engager une réforme fiscale très profonde.

Face à la multiplication des plans sociaux (10 000 emplois directs ou indirects de PSA) l'érosion continue du pouvoir d'achat des français, la détresse et les espoirs de millions de nos concitoyens, nous ne pouvons nous satisfaire de demi-mesure. Vous ne pouvez prendre le risque de la rigueur car ce n'est pas en recyclant les politiques conduites par nos adversaires que nous sortirons le pays de l'ornière.

J'évoquais à l'instant le SMIC. Permettez-moi de formuler des vœux à quelques jours de la conférence sociale. Nous souhaitons que le Gouvernement ne ferme pas la porte aux revendications exprimées par les partenaires sociaux. Que cette conférence ne se résume pas à l'élaboration d'un simple agenda social, mais débouche très rapidement sur des engagements concrets, notamment en matière de réduction des inégalités !

La première des exigences, d'ordre constitutionnelle, est de rendre effective l'égalité salariale entre hommes et femmes. Une autre porte sur le SMIC et avec lui sur l'ensemble des rémunérations. Après plus d'une décennie de stagnation et de recul du pouvoir d'achat, il est temps de nous attaquer au mode de revalorisation des revenus du travail. Il est temps de pénaliser les entreprises qui privilégient l'emploi précaire à l'origine du développement de la pauvreté laborieuse, d'interdire les licenciements boursiers et de la rupture conventionnelle ; d'augmenter des minima sociaux et la prorogation des droits des chômeurs en fin de droit. Enfin, il est temps de revenir à la retraite à 60 ans pour tous !

Sur le terrain social, les chantiers, on le voit, sont nombreux, de même que sur le terrain de la protection sociale et de son financement. Il nous faut ainsi avancer sur la question, de plus en plus préoccupante, des inégalités d'accès aux soins, dans toute

leur diversité : désertification médicale ; taux de remboursement ; suppression des franchises médicales ; interdiction des dépassements d'honoraires...

Notre inquiétude porte également sur la mise en concurrence des territoires. Elle s'est fortement accrue durant ces dix années de politiques libérales. La RGPP menace les emplois et les budgets de nos collectivités. Le gel des dotations, s'il devait se poursuivre, ne permettrait pas à nos territoires ruraux et à nos quartiers populaires de relever la tête. Dix années de démantèlement des services publics locaux ont accentué les disparités en matière de transport, de logement, d'emploi, d'accès au soin. Partout a été organisé le recul de la République pour laisser la place au marché et donc aux profits.

Pour faire vivre nos territoires et enclencher une nouvelle dynamique, la suppression du conseiller territorial, si elle est indispensable, ne saurait suffire. C'est la relocalisation de la production et de l'investissement public qui viendra à bout des crises qui touchent nos agriculteurs comme notre industrie, nos quartiers comme nos villages. Sur ce chantier, des convergences sont possibles pour les différentes composantes de la majorité de gauche. Les député-e-s que je représente entendent y promouvoir une ligne d'audace et de volontarisme.

Parmi ces combats que nous pouvons mener de front, dans la diversité de nos objectifs et de nos ambitions, d'autres propositions communes sont apparues au cours de ces derniers mois. Je voudrais d'abord citer la suppression des tribunaux correc-

tionnels pour mineurs, promise par la Garde des Sceaux et très attendue par les magistrats. La suppression du mot « race » de notre Constitution, que nous demandons depuis la XIIème législature, peut être concrétisée rapidement, tout comme l'ouverture du mariage à tous les couples ou encore celle du droit de vote aux étrangers.

En développant nos priorités, avec une approche que nous voulons dynamique au cœur de la gauche, nous nous posons ici en constructeurs. En constructeur du changement tant attendu. En force de propositions.

Parce que nous voulons que la gauche réussisse. Nous le voulons vraiment. Avec des résultats concrets qui puissent changer la vie du plus grand nombre.

Mais nous craignons vraiment que vos orientations, Monsieur le Premier ministre, conduisent à l'opposé du résultat escompté et nous le craignons d'autant plus que vous ne desserrez par l'étau de la contrainte extérieure.

Voilà pourquoi les députés Front de gauche s'abstiendront aujourd'hui sur ce vote de confiance.

Quant aux députés d'Outre-Mer qui constituent avec nous le groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine, **ils assumeront leur pleine liberté de vote**, en toute autonomie, comme c'est la règle dans notre groupe parlementaire. Aucun ne mêlera sa voix à celle de la droite, attachés qu'ils sont tous les cinq à la réussite du changement. **Réussir le changement : n'est-ce pas une volonté partagée de tous les vrais progressistes de cette assemblée.**

le scandaleux amalgame de Copé

La présidente du groupe CRC (communistes) du Sénat, Nicole Borvo Cohen-Seat, a écrit au patron de l'UMP, Jean-François Copé, pour dénoncer son « scandaleux amalgame » entre le Front de Gauche et le Front national.

« Cet amalgame est évidemment bien commode, en termes de propagande, pour justifier le rapprochement assumé entre la droite et l'extrême droite », écrit la sénatrice dans ce courrier transmis à l'AFP.

Les communistes ont apporté une contribution décisive à la victoire sur l'occupant nazi à laquelle une certaine droite française à l'époque s'était alliée au nom de la formule [...] « plutôt Hitler que le Front populaire », poursuit Nicole Borvo Cohen-Seat. Elle évoque le souvenir « des dizaines de milliers de résistants communistes déportés ou fusillés, par la droite extrême au pouvoir entre 1940 et 1944, dont les membres fondateurs et dirigeants actuels du Front national n'ont jamais démenti être les héritiers. Je vous rappelle que les communistes participaient au Conseil national de la Résistance, puis au gouvernement du général de Gaulle en 1944 et 1945 », souligne-t-elle.

L'élue de Paris « rappelle encore que des militants communistes comme Henri Alleg, auteur de La question, et Maurice Audin, dont l'assassinat n'a pas encore été officiellement reconnu, ont été torturés en Algérie par les amis des dirigeants actuels du Front national ».

Elle indique également que « les communistes ont voté Jacques Chirac en 2002 », contre Jean-Marie Le Pen .



FÊTE DE l'Humanité

Cette Fête sera cette année très politique

Nous sommes dans une situation où l'importance du rendez-vous de la Fête de l'Humanité est accrue par tout ce qui vient de ce passé cette année, par la nouvelle situation politique dans laquelle nous nous trouvons. Si les élections présidentielles et législatives ont amené à démarrer cette campagne de diffusion de la vignette avec un peu de retard par rapport aux années précédentes. Il s'agit de définir une situation nouvelle avec la gauche au pouvoir, qui dispose d'une majorité dans les deux chambres, d'expliquer le contexte plus largement, celui de la crise... Ainsi de faire que les citoyens aient suffisamment de cartes en main pour se mouvoir là-dedans.

Malgré ce petit décalage de départ, c'est maintenant d'ici le rendez-vous du 10 juillet à Ivry qu'il faut tout faire pour réussir l'entrée en campagne militante autour de la Fête de l'Humanité avec la vignette, vous en êtes les artisans.

C'est pourquoi avoir comme objectif pour le 10 juillet, celui de l'an passé (700 vignettes) ne semble pas insurmontable dans un contexte plutôt favorable au débat politique après deux campagnes qui viennent tout juste de se refermer.

Sections	propositions objectif 2012	propositions pour le RdV du 10/07/12 base du RdV du 13/07/11
MITRY	1000	80
CHELLES	500	74
LAGNY	160	28
CHAMPS	280	6
TORCY	250	44
MEAUX	120	0
CRECY	150	40
FERTE	70	10
COULOMMIERS	130	45
MONTEREAU	160	41
NANGIS	160	19
PROVINS	120	20
AGGLOMELUN	600	170
BRIE/SENART	110	7
ROISSY	300	10
TOURNAN	70	6
ROZAY	70	12
SNECMA	120	3
FONTAINEBLEAU	150	25
MORET	150	32
NEMOURS	50	10

(sur votre agenda) Le 1er rendez-vous départemental de diffusion et de règlement de la vignette le 19 juillet à 19h à la fédération